

LA SECURITE EN EUROPE CONTRE LE TERRORISME

(Working Group 7)

Alvaro Uribe, Ancien président de Colombie

- Les guérillas militaires qui sévissent en Colombie sont liées au narcotrafic et au marxisme.
- Ce sont des organisations terroristes dans le sens où il ne s'agit pas de mouvements qui s'insurgent contre une dictature, mais qui attaquent un Etat de droit, démocratique et pluraliste.
- Alvaro Uribe a mis l'accent sur une "politique démocratique sécuritaire" dans le cadre de son mandat.
- Cette politique n'a jamais restreint les libertés publiques au nom de la sécurité contrairement à d'autres pays en Amérique latine.
- Cette politique a permis une baisse notable de la criminalité, mais beaucoup reste à faire pour atteindre les objectifs
- Pour lutter contre ce terrorisme, l'accent doit davantage être mis sur la lutte contre le trafic de drogue
- le rôle de l'Etat est important qu'il s'agisse d'un pays producteur ou d'un pays consommateur
- Toute velléité d'autoriser la consommation de drogue engendre une augmentation de la production et des exportations : plus la consommation augmente, plus on alimente le terrorisme lié au trafic de drogue.

Zsolt Németh, Secrétaire d'Etat hongrois des Affaires étrangères

- La lutte contre le terrorisme sera une priorité de la présidence hongroise
- Le terrorisme est un défi qui réclame une réponse intégrée et mondiale
- La sécurité de l'Europe ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe
- On ne peut pas lutter contre le terrorisme en construisant une Europe forteresse
- Il convient d'élargir notre conception et d'agir au delà de nos frontières sur les causes du terrorisme, notamment avec les pays du Moyen Orient.
- La coopération internationale doit permettre de coordonner les efforts indispensables dans les domaines de la prévention, la poursuite et l'action.
- L'UE doit coopérer avec l'ONU
- les Etats Unis sont un partenaire clé. Importance de l'accord SWIFT qui ouvre une vraie coopération dans la recherche des terroristes
- le PPE ne doit pas avoir honte de défendre la lutte contre le terrorisme, même si Guantanamo a peut-être terni son image

Ignacio Ibanez, Program Manager Inter-American Committee against Terrorism Organization of American States

- Le terrorisme n'est pas une menace nouvelle
- L'ONU apporte des réponses permanentes depuis les années 60 (protocoles, conventions)
- La coopération internationale doit mettre l'accent sur le partage des informations
- Les USA aimeraient imiter le modèle européen de l'EUROPOL
- Mais la coopération internationale ne peut fonctionner sans confiance mutuelle
- Les terroristes profitent de ces faiblesses : Il importe de communiquer davantage sur nos valeurs fondamentales pour créer la confiance

Walid Phares, *Co Secretary General, Transatlantic Legislative Group on counter Terrorism (TAG)*

- Les nouvelles concernant la propagation des mouvements terroristes proches d'al Qaida sont préoccupantes en Iraq, Afghanistan, Pakistan, Yémen, Somalie, Sahel.
- En Europe et aux USA, de plus en plus de jeunes salafistes nés sur place et pas forcément issus de milieux exclus mettent sur pieds des réseaux terroristes.
- L'accent doit être mis sur les moyens pour contenir la propagation du radicalisme.
- Il faut agir au niveau de la société civile
- L'enseignement des jeunes permet de former les mentalités pour travailler sur le long terme et créer une armée invisible qui prendra le flambeau anti-terroriste.
- La première cible des jihadistes n'est pas le monde occidental mais le monde arabe.
- La société civile musulmane ne réagit pas parce qu'elle est sous le joug de régimes autoritaires.
- La bonne nouvelle vient de l'Iran, où on voit apparaître des groupes qui appellent à la démocratie
- L'accent doit être mis sur la recherche de partenaires et alliés dans le monde arabe afin de favoriser ces ONG et ces mouvements au sein de la société civile.

Jean-Louis Bruguière, *author of the SWIFT assessment report.*

- Le niveau sécuritaire est partout en baisse, les risques d'attentat contre le monde occidental se multiplient
- Même après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, la compétence pour la lutte contre le terrorisme appartient aux Etats membres
- L'UE possède néanmoins des outils efficaces comme EUROPOL et EUROJUST
- Le problème est qu'il existe un décalage entre le niveau de la menace et de la situation sécuritaire et les inquiétudes sur la protection des libertés publiques qui engendrent des inerties et le scepticisme au PE et au sein de la société civile (voir l'exemple du renouvellement de l'accord SWIFT)
- Si le partenariat dans le domaine de la coopération policière est excellent, beaucoup reste à faire dans le domaine de la coopération judiciaire pour harmoniser les pratiques
- La lutte contre le terrorisme demande une réponse rapide et légale. Elle doit porter non seulement sur la répression mais sur la détection des signes avant coureurs de la menace.
- L'accent doit notamment être mis sur le phénomène du radicalisme et de l'endoctrinement. Les réseaux al Qaida sont très réactifs. On assiste de plus en plus à un data terrorisme. Internet est un facteur de propagande et de recrutement important.

Simon Busuttil MEP, *EPP Group Coordinator in the EP Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs*

- Le dossier SWIFT au PE a été freiné par les forces anti-américanistes à la chambre, par un problème institutionnel (le conseil ayant statué avant le PE) et par une inquiétude par rapport au respect de la vie privée.
- le PPE a joué un rôle substantiel dans la négociation du nouvel accord aujourd'hui en vigueur pour trouver une majorité au sein du PE

CONCLUSIONS:

La lutte contre le terrorisme implique une réponse intégrée et mondiale qui doit passer par un renforcement de la coopération internationale, notamment dans le cadre :

- de la lutte contre le financement des mouvements terroristes (lutte contre le trafic de drogue)
- de la lutte contre le radicalisme et les réseaux et facteurs de recrutement (mettre l'accent sur la société civile et la formation des jeunes)

C Detourbet